

## GéoPonts

Georges NICOLAS  
*Université de Lausanne*

Une constatation est à l'origine de ce colloque. Dans certaines géographies, les raisonnements, les opérations et les calculs sont exprimés à l'aide de formules qui sont utilisés soit de manière convenue, soit de manière logique, soit de manière mathématique, soit pour faire des calculs. Mais, la majorité des géographes n'emploient aucune de ces procédures. De plus, les nombreux non-géographes qui font de la géographie ne demandent pas aux géographes l'autorisation d'en faire ou comment il faut en faire. Ils se servent des langues vernaculaires, de leurs appareils de photos ou de leurs talents artistiques. Dès lors, est-il possible de *jeter un pont* entre les géographies purement "langagières" et les géographies "formalisées" d'une part et d'autre part entre les géographes et les non-géographes sans avoir à postuler préalablement une *unité de la géographie* qui permettrait de réaliser cette mise en relation ?

Chez les géographes, il s'agit d'un problème récurrent lié à la gestion des groupes de professionnels. Par exemple, supposer une unité entre des géomorphologues, des climatologues, des biogéographes, des géographes "humains" et des géomaticiens, permet de formuler des programmes d'aménagement du territoire, d'organiser des examens et des concours dans des universités, de gérer des plans de carrières, de solliciter ou de distribuer des crédits de recherches et de répondre à des commandes publiques ou privées. Postuler ce type d'unité *a priori* permet ainsi d'affubler les rivalités et les luttes d'un cache pseudo scientifique. Les choses ne sont guère différentes chez les non-géographes qui font de la géographie. Depuis longtemps les écrivains décrivent des paysages, les politologues font de la géopolitique et les économistes de l'économie spatiale. Depuis peu, les utilisateurs

de la télédétection et de l'informatique fabriquent des "Systèmes d'Information Géographique" dont les techniques, les méthodes et les procédures sont assez éloignées des activités géographiques traditionnelles ou modernes. Or, ces débordements et ces recouvrements se passent de toute justification et se fondent sur des rapports de force qui permettent aux uns de s'intituler "Sciences géographiques" en faisant de la cartographie et aux autres de s'emparer du label "Sciences de la Terre" en faisant de la géologie. Finalement, si on refuse de se laisser enfermer dans une logique d'affrontement entre disciplines, idéologies ou "camps", la nécessité de l'unité des géographies apparaît comme un faux problème. Le vrai problème est de passer d'une géographie à une autre en dépit du fait que les géographes et les non géographes pratiquent des géographies *différentes*.

Au lieu de postuler une unité qui n'existe pas, on peut commencer par prendre acte de la multiplicité des pratiques géographiques et de la diversité des points de vues dans chaque discipline géographique. Cette reconnaissance initiale des différences permet alors de les comprendre sans essayer de les fusionner à l'aide d'un processus de "normalisation" fondé sur un totalitarisme intellectuel quelconque. Il devient également inutile de chercher un "langage commun" qui exclut par définition ceux qui ne le pratiquent pas. D'autant que, si on adopte cette démarche non normative, tous les discours peuvent être examinés de manière scientifique, aussi délirants soient-ils ! Loin de générer des galimatias syncrétiques, cette attitude "ouverte" permet d'identifier de multiples "niveaux" dans tous les discours géographiques.

## PREMIERS PONTS

Tout d'abord, à un *premier niveau*, il n'est pas nécessaire d'avoir une conception explicite de l'espace en général ou de l'espace terrestre en particulier pour faire de la géographie. Mais sans une référence quelconque à la Terre, une géographie ne peut pas exister. Or, les relations entre les lieux-objets à la surface de la Terre génèrent des espaces implicites ou explicites. Certes, des enseignements de "cosmo-humanisme" ou de "géographie planétaire" ont été donnés en Europe et en Amérique du sud. Mais s'agit, soit d'une sortie des pratiques géographiques antérieures et actuelles, soit d'un abus de langage puisqu'il n'y a qu'une seule planète appelée *Gê (Terre)*. Toujours à ce premier niveau, il a été montré que tous les modes de pensées géographiques manipulent des espaces à la surface de la Terre à l'aide d'une logique élémentaire que nous avons intitulé, conformément aux différentes traditions géographiques, "logique Tout / Partie". Quelle que soit l'opinion que l'on ait sur la formulation et l'emploi de cette "logique", sa possibilité situe l'endroit où un *premier pont* peut être jeté entre géographies. Un certain nombre de recherches ont ainsi montré que des discours linguistiques

et géopolitiques peuvent être compris comme une utilisation légitime ou abusive d'espaces terrestres réels, voulus ou fantasmés. Il s'agit donc là d'un outil puissant de compréhension et de critique de toutes les idéologies géographiques.

Par ailleurs, l'utilisation de la logique Tout / Partie présente deux avantages sur l'emploi exclusif des langues vernaculaires munies de vocabulaires normalisés. Premièrement, elle permet la comparaison du contenu géographique spatial de tous les discours pris "au pied de la lettre". Ainsi, toutes les relations spatiales trouvées dans les discours géographiques peuvent être considérées comme "vraies" pour leurs auteurs et par conséquent susceptibles d'être traduites dans les termes de la logique Tout / Partie. On peut dès lors comparer n'importe quels discours géographiques y compris ceux qui se veulent incompatibles avec tous les autres pour des raisons identitaires. Deuxièmement, la logique Tout / Partie sert de base à la mise au point de systèmes de représentations utilisant uniquement la représentation graphique des relations entre objets géographiques à l'aide la "théorie des structures géographiques" (TSG) d'une part et d'autre part en utilisant la technique "TEGEO".

Ceci étant, toujours au *premier niveau*, la compréhension des résultats obtenus pose trois séries de problèmes. La *première série* a son point de départ dans le fait que la formalisation n'existe pas en soi mais résulte de l'activité du sujet. Mais, à quelles conditions doit obéir cette activité pour que les résultats soient considérés comme valables ? Les relations spatiales établies par les auteurs des discours géographiques peuvent-elles être abordées "naïvement" et prises "au pied de la lettre" ? La plupart des auteurs considèrent qu'il ne peut en être ainsi car pour eux le point de départ de la réflexion justifie sa validité scientifique. Ainsi, pour les marxistes et les néo-marxistes, un point de vue politiquement juste est nécessaire pour constituer la réalité concrète dans sa vérité scientifique. Sans aller jusqu'à cette négation de la possibilité d'un discours individuel vrai en désaccord avec l'organisation politique qui incarne la vérité scientifique, nombre d'auteurs pensent que la pertinence sociale dans la construction des référentiels est la condition de toute bonne géographie. Ce choix épistémologique subordonne l'activité des géographes et des non-géographes qui fabriquent des Systèmes d'informations géographiques ou qui participe à l'Aménagement des espaces et des territoires, à l'obligation de se soumettre à des contrôles éthiques, sociaux et politiques qui valident leurs activités. Cette position se rapproche de celles des néopositivistes qui voient dans le consensus des groupes ou communautés scientifiques l'autorité permettant de trancher entre des idées, des méthodes, des hypothèses et des modèles qui s'opposent sans que l'expérience ou les résultats permettent de trancher. Les néopositivistes pensent également qu'une certaine liberté individuelle sociale et politique est nécessaire pour que les scientifiques et les cher-

cheurs puissent travailler sans contraintes excessives. Dans les deux cas la décision consensuelle, posée comme démocratique, est considérée comme un critère scientifique déterminant. La divergence porte évidemment sur l'adjectif, populaire ou libéral, accolé au mot démocratique.

A vrai dire ces considérations, même si elles concernent individuellement ceux qui pratiquent une géographie, n'ont guère d'incidence sur la définition, l'emploi et la validité de la Logique Tout / Partie. Des recherches historiques ont montré que cette méthode d'analyse des discours géographiques peut être utilisée aussi bien pour comprendre un raisonnement géographique nazi, fasciste, communiste, libéral, démocratique ou autre. La véritable limitation tient au fait que ce ne sont pas les géographes pratiquant ces idéologies qui ont mené ces travaux car ils pensent qu'ils détiennent la vérité et qu'une intervention extérieure est inutile voire nuisible. Leur réaction est d'empêcher la diffusion dans les médias qu'ils contrôlent des résultats obtenus à l'aide de la logique Tout / Partie pour analyser leurs discours idéologiques présentés comme géographiques. Cette situation se rencontre aussi bien dans les pays totalitaires, dans ceux où des groupes à idéologie totalitaire contrôlent des organes scientifiques et dans les pays réputés "libéraux" où la règle du consensus est appliquée par les organes directeurs des revues scientifiques ou des réseaux de diffusion et par les éditeurs soumis aux lois du marché. On peut enfin se demander si, les géographes et non-géographes sont réellement intéressés par un mode de pensée qui a pour résultat d'évacuer toutes les motivations et les justifications extra-scientifiques.

En plus des conditions d'utilisation de l'objet, de l'exercice des techniques et des méthodes, se posent encore au premier niveau, la question de la définition, de l'établissement ou de la construction de l'objet qui génère une *deuxième série de problèmes*. La question est particulièrement aiguë dans les géographies dans la mesure où tous les objets perçus ou représentés, ont une forme, un bord, une limite ou une frontière. Or, les recherches menées en relation avec des géologues et de linguistes montrent que les limites sont particulièrement difficiles à définir et surtout à observer sur le terrain. En effet, ces limites résultent de l'établissement d'une relation entre un observateur et ce qu'il cherche, de manière à ce qu'il puisse dire : "voilà ce que j'observe". Chez les géographes et surtout chez les non-géographes qui font de la géographie, deux attitudes opposées s'affrontent. Dans la première, traditionnelle pour l'école française de géographie régionale, l'objet est considéré comme concrètement "donné". On trouve également cette croyance réaliste chez les théoriciens de l'école linguistique structuraliste de langues slaves et chez la plupart des géopoliticiens. A l'opposé, la plupart des théoriciens qui travaillent sur les Systèmes d'informations géographiques n'accordent qu'une place négligeable à l'objet et attribue pratiquement tout à la perception du sujet qui regarde l'écran d'ordinateur. Cette

dernière attitude est d'autant plus surprenante que dans les SIG la prise d'information n'est pas faite par l'observateur mais par des systèmes automatiques non humains. Entre ces deux extrêmes, une position intermédiaire se fonde sur deux observations : 1) il est impossible d'observer un objet qui n'existe pas 2) le substrat de l'observation visuelle des objets, des milieux et des surfaces n'est pas une substance mais une apparence. Dès lors, l'observation scientifique résulte d'une adéquation entre le projet de l'observateur et l'existence de l'objet. Cependant, il, faut souligner que, en géographie, de multiples objets ont été inventés par les observateurs et investis d'une signification allant bien au-delà de leur réalité supposée. La liste est longue et pesante au point qu'à multiples reprises elle a discrédité certaines géographies : chaînes de montagnes imaginaires, régions ou frontières naturelles en réalité non-naturelles, réseaux urbains centraux inexistantes ou décentrés, ensembles géographiques triviaux, organisations de l'espace totalement réversibles, systèmes sans rétroaction ni finalité interne etc., etc.

La *troisième série de problèmes* de premier niveau est due au fait que de la crédibilité scientifique de l'objet va bien au-delà de la croyance ou de la non croyance en son existence. Pratiquement pourtant, il est apparemment possible d'évacuer la perception, la constitution, la construction ou la déconstruction de l'objet en fabricant des représentations simplifiées de la réalité, des "modèles". Or, si la réalisation des formules d'un langage qui rend valide chaque élément d'une théorie permet d'en créer un modèle avec "des êtres mathématiques" de même nature, dans les géographies le problème est beaucoup difficile dans la mesure où les "êtres mathématiques" employés ne sont pas forcément des "objets" ou des "êtres géographiques". Curieusement, par conséquent, si la "construction des modèles" est devenue le credo des géographes modernes, les difficultés de "vérification" ou de "réfutation" tiennent au fait que nier ou occulter le problème du lieu-objet ne permet pas de le résoudre. Ainsi, l'absence de définition rigoureuse et opératoire du lieu et de l'objet géographique et cartographique pèse sur l'utilisation des statistiques multivariées par les géographes. Employées d'abord comme un moyen commode et puissant de traiter de masses considérables de données, l'interprétation de leurs résultats exprimés à l'aide de modèles géométriques est devenue d'autant plus incertaine que les données sont hétérogènes. En revanche, les données homogènes qui résultent de prises d'informations à l'aide de mesures électromagnétiques sont beaucoup plus fiables car elles ne traitent que d'un seul objet : la différenciation des lieux, sans connaître au préalable les objets qui leurs sont associés.

Dans cette troisième série de problèmes se trouve bien entendu la signification géographique de ce qui est obtenu par l'emploi de la logique Tout / Partie. En effet, l'hétérogénéité des objets spatiaux qu'elle traite rend impossible de considérer ses résultats comme des modèles vérifiant des théories agricoles, urbaines ou géopolitiques. En revanche, ces résultats

gènèrent des combinaisons spatiales stables que nous appelons des structures. Celles-ci ne sont cependant pas immobiles et elles n'existent pas "en soi". Elles évoluent lentement et connaissent de brusques changements. C'est particulièrement net lors des mutations de paysages agraires à la suite de révolutions agronomiques et économiques ou de guerres prolongées, de destructions des tissus urbains lors des invasions ou des conflits armés et enfin d'altérations brutales de rapports de force mondiaux lors d'évènements comme l'effondrement du "camp socialiste". Lors même que ces structures sont apparemment figées dans le court terme, se pose le problème du rôle du temps et de l'espace, dans toutes les durées. Ainsi, l'espace et le temps sont-ils des catégories *a priori* ou au contraire la résultante des relations entre objets pour l'espace et entre événements pour le temps ? Dans cette dernière hypothèse, il est évident qu'il ne s'agit plus d'un temps et d'un espace indépendant des objets mais d'espaces multiples générés par les lieux-objets et de temps hétérogènes résultants du déroulement des événements. Dès lors se pose la question de savoir s'il est possible d'articuler ces structures dynamiques en des systèmes qui fonctionneraient conformément à des modèles géographiques fondés sur des analyses de mobilités ou de flux dans des réseaux structurés par des noyaux, des pôles ou des centres politiques.

## DEUXIEMES PONTS

A partir du moment où on examine ce qui est proposé ou déduit des résultats obtenus par l'emploi implicite ou explicite de la logique Tout / Partie, un *deuxième niveau* est identifiable dans les discours géographiques. Si les textes sont littéraires, graphiques ou les deux, les langues vernaculaires permettent de les comprendre et de les critiquer. La cohérence de leur contenu peut certes être mise à l'épreuve en spatialisant les relations géographiques mises à jour. Mais, à une démarche géospatiologique peuvent correspondre plusieurs déductions et il est par conséquent impossible de se prononcer sur les causalités en se servant uniquement des résultats de la logique Tout / Partie. Ainsi, la *Heartland Theory*, seule théorie géographique qui ait connu une diffusion mondiale aussi bien dans les milieux de géographes que de non géographes, a servi à justifier des systèmes d'alliances antagonistes à partir d'une définition géographique des rapports de forces stratégiques déterminés par les mers et les continents. Une même logique spatiale Tout / Partie peut donc permettre à des causalités différentes de se déployer. C'est la raison pour laquelle les géographes qui se veulent scientifiques ont cherché des explications inductives en utilisant les statistiques ou déductives en formulant leurs idées à l'aide des mathématiques.

Cela étant, par comparaison avec les mathématiques, il y a potentiellement dans ces démarches inductives et déductives une capacité de passer d'une géographie à une autre. En effet, si les disciplines mathématiques sont multiples, cela n'empêche pas les mathématiciens de communiquer entre eux. Il existe certes des théories qui cherchent à unifier les mathématiques comme la théorie des ensembles ou la théorie de la démonstration. Or, la crise actuelle de ces théories n'empêche pas les mathématiques de se développer parce que les mathématiciens cherchent systématiquement des formulations qui se rattachent les unes aux autres. La prolifération des géographies scientifiques ne devrait donc pas empêcher les géographes de communiquer autrement que manière politique ou en organisant des "foires" et "festivals" aux buts convivialement promotionnels et commerciaux.

*Des ponts d'un deuxième genre* peuvent donc être jetés entre géographies qui emploient les mathématiques de manière directe ou indirecte. Mais il faut préciser au préalable que ces liens ne peuvent qu'être mathématiques sous peine de retourner au premier niveau où les rapports entre raisonnements sont uniquement verbaux ou qualitatifs. C'est pourtant la voie dans laquelle se sont engagés nombre de géographes contemporains en utilisant des métaphores pseudo explicatives comme « le centre et la périphérie », « les géosystèmes », « les ensembles géographiques » etc. ou encore des "*soft models*". Il suffit alors pour en traiter de reprendre les procédures définies précédemment lorsque nous avons examiné le premier niveau. Partant, des tentatives plus rigoureuses ont été faites depuis les années 1960 - 1980 pour relier les procédures inductives ou déductives employées par les géographes, principalement dans les géographies quantitatives. Elles sont de deux sortes : globales ou particulières.

Les tentatives particulières les plus anciennes ont été faites lors de l'émergence de la *Locational analysis* dans les années 1960 - 1970. Une même formule mathématique affectée d'exposants différents fut proposée pour expliquer, en raison de l'inverse de leur distance, les rapports entre les "masses" géographiques de populations, de productions, de marchandises, de migrations etc. L'ensemble de ces formules fut présenté comme un "modèle d'interaction" entre "centres" inspiré par la théorie de la gravitation de Newton et la théorie du moindre effort de Zipf. Sur ce premier modèle se greffa une "théorie de la centralité" fondée sur les notions d'ordre (génétique, économique, urbain) et de hiérarchie les deux étant étudiées à l'aide de normes statistiques censées vérifier les résultats du modèle gravitaire. Le tout représenté normativement à l'aide d'une figuration géométrique triangulo-hexagonale régulière. Ce modèle et cette théorie, présumés explicatifs en géographie urbaine, économique, sociale et même politique, ont donné lieu à des centaines de recherches dans les années 1960 - 1990. Mais elles ont connu un double mouvement de dislocation et d'abstraction. Tout d'abord, les vérifications empiriques se heurtant à de multiples difficultés,

les différents éléments du « modèle » et de la « théorie » ont été traités séparément tout en gardant une référence métaphorique géométrique à l'idée de "centralité". Des formulations mathématiques de plus en plus abstraites et difficiles à manier se sont multipliées au point que les partisans les plus convaincus de la théorie se sont inquiétés de cette prolifération. Ils ont essayé d'y mettre fin en proposant une "axiomatisation" générale de la théorie qui fait appel dans sa dernière version en 1999 à pas moins de 13 axiomes !

On peut donc se demander si, dans ces conditions, une solution globale plus satisfaisante ne pourrait pas être de formuler à ce deuxième niveau, non pas une axiomatisation partielle d'une ou d'une série de géographies mais une axiomatisation générale de toutes les géographies. C'est le projet auquel je m'étais attelé dans les années 1970 - 1980 en m'inspirant de celui des mathématiciens français du groupe Nicolas Bourbaki au moment même où celui-ci entraînait en crise. C'est ainsi que je proposais en 1978 - 1983 trois propositions indémontrables avec les moyens de preuves disponibles dans les géographies, *trois axiomes : chorologique, de situation et chronologique*. Les recherches ultérieures ont montré que si la proposition chorologique avait un écho chez certains géographes elle n'en était pas moins logiquement insatisfaisante. En effet, l'axiome chorologique était ainsi formulé : "Peut être géographique tout objet (matériel ou immatériel) qui différencie l'espace terrestre." En 1984 je précisais que cet axiome s'appliquait à un couple formé par un lieu et une information, indissociables et différenciés. Dès lors, la définition de l'axiome chorologique devenait circulaire puisque l'objet (matériel ou immatériel) différenciait le lieu et l'information qui eux-mêmes constituaient l'objet. L'erreur provenait du fait que ce n'est pas l'objet qui différencie l'information et le lieu mais l'information qui permet de savoir si le lieu ou l'objet sont différenciés. En plus il y avait une confusion entre le lieu et la localisation. La solution fut trouvée par le géographe argentin Marcelo Escolar qui en 1992 me fit remarquer qu'il n'y a pas d'objet sans lieu mais que plusieurs lieux-objets peuvent avoir une même localisation.

En fait l'axiome chorologique n'était pas un axiome mais une définition. Premièrement, contrairement à ce que je pensais dans les années 1980 - 1990, s'il n'y pas les moyens de preuves nécessaires pour démontrer une proposition chorologique dans les théories géographiques, en revanche il est possible d'en suivre l'émergence et le développement dans l'histoire des géographies. Deuxièmement, une proposition initiale indémontrable à l'aide des moyens de preuve disponible dans une théorie peut être considérée comme un axiome mais en plus il faut que cette proposition serve à déduire de l'aide de définitions et de théorèmes. Or, ces derniers sont actuellement inexistantes dans les systèmes de pensée géographiques fondés sur l'emploi d'un "axiome chorologique".



Par conséquent, si on repart sur la base de l'histoire des géographies, dans l'apprentissage et le développement des connaissances spatiales, par nécessité individuelle et par tradition historique, les géographes utilisent la Terre comme un Tout. La différenciation (écrite avec un t) géographique concerne tous les couples formés par un lieu et un objet situés à la surface de la Terre. La différenciation indique les deux voies historiquement et logiquement suivies pour faire de la géographie en utilisant les possibilités offertes par l'appareillage neurologique du sujet. Dans la première, la réflexion porte sur des entités formées par des lieux et des objets qui sont simultanément différenciés à la surface de la Terre (différenciation forte). Dans la seconde, le travail porte sur des entités, localisées à la surface de la Terre, dont les lieux (mais pas les objets) sont différenciés, ou dont les objets (mais pas les lieux) sont différenciés (différenciations faibles). La réflexion sur la logique géographique remplace ainsi la recherche d'une axiomatisation générale des géographies.

La logique Tout / Partie est fondée sur deux définitions qui concerne les objets macroscopiques perçus à différentes échelles mais excluent les objets cosmiques et les objets microscopiques.

**Définition 1 :** Est spatiale toute entité formée par un lieu et un objet indissociables.

**Définition 2 :** Est géographique toute information qui différencie, soit le lieu, soit l'objet, soit le lieu et l'objet, d'une entité spatiale située ou localisée à la surface de la Terre.

Si  $\Lambda$  est un ensemble fini de lieux et  $O$  un ensemble fini d'objets, le produit cartésien :  $P = \Lambda \times O$  est l'ensemble des couples ordonnés  $p = \langle \lambda \times o \rangle$  où  $\lambda$  appartient à  $\Lambda$  et  $o$  appartient à  $O$ . Les deux couples  $p_1 = \langle \lambda_1 \times o_1 \rangle$  et  $p_2 = \langle \lambda_2 \times o_2 \rangle$  sont *distincts* et on écrit :  $p_1 \neq p_2$ , s'il y a une *différenciation* (écrite avec un t) d'une au moins de leurs composantes, le lieu ou l'objet. Ce qui donne quatre possibilités de combinaison de la différenciation géographique et trois manières différentes de l'utiliser pour faire de la géographie ou de la cartographie.

- 1) La différenciation forte par le lieu et l'objet :  $\lambda_1 \neq \lambda_2$  et  $o_1 \neq o_2$
- 2) La différenciation faible par le lieu :  $\lambda_1 \neq \lambda_2$  avec  $o_1 = o_2$
- 3) La différenciation faible par l'objet :  $\lambda_1 = \lambda_2$  avec  $o_1 \neq o_2$

La quatrième sert de base à la réflexion spatiale non géographique.

- 4) L'indifférenciation :  $\lambda_1 = \lambda_2$  et  $o_1 = o_2$

## TIERS PONTS

Cette démarche établit *un troisième pont* entre les deux niveaux de la réflexion sur toutes les manières *géographe*, si ce néologisme accueilli par certains utilisateurs trouve grâce auprès des linguistes. Elle permet de recenser toutes les géographies les unes par rapport aux autres qu'elles soient qualitatives ou quantitatives. Elle permet de comprendre les rapports entre géographies et cartographies puisque ces dernières utilisent séparément la différenciation du lieu ou de l'objet. Elle attire l'attention sur le fait que certaines représentations graphiques géographiques ne sont pas des cartes mais des mappes quand elles traitent simultanément du lieu et de l'objet. Enfin, elles permettent de comprendre les processus de pensée géographique complexes comme ceux utilisés dans les SIG où on passe alternativement de la carte à la mappe en utilisant de véritables systèmes de pensée et de calculs sans que, pour autant la réalité géographique soit considérée comme un système.

Pour terminer, il faudrait préciser le rôle exact de la logique Tout - Partie dans les géographies. Il ne s'agit évidemment pas d'une axiomatique générale bien que certaines de ses définitions puissent être utilisées pour définir de nouvelles manières de mesurer les distances géographiques. Il s'agit plutôt d'une "formalisation" au sens ou l'entendait Jean Piaget : "une forme de structuration de la pensée", géographique en l'occurrence. Cette forme de structuration n'empêche évidemment pas des axiomatisations partielles de secteurs précis des géographies. Mais surtout, j'espère qu'elle permet, pour reprendre les termes d'un des participants du Colloque, "de travailler de façon précise et très constructive en défendant sans aucune exclusive des conceptions géographiques [et non géographique] différentes". Cette méthode est bien entendue fondamentalement interdisciplinaire.

© Georges NICOLAS,  
Pontarlier, dimanche 1er octobre 2000.